

16.04.2007 - 12:00 Uhr

Etude KPMG: Le profil des fraudeurs

Zurich (ots) -

- Indication: L'étude en anglais peut être téléchargée en format pdf sous:
<http://www.presseportal.ch/fr/story.htx?firmaid=100001147> -

La majorité des délits économiques sont commis au niveau du management. C'est à cette conclusion que parvient l'enquête "Profile of a Fraudster Survey 2007" menée par KPMG. Cette étude, menée pour la première fois sur la base de délits économiques réels, révèle que dans la plupart des cas les fraudeurs profitent de contrôles internes insuffisants pour s'enrichir personnellement. Le risque encouru par l'entreprise de subir des dommages aussi bien matériels qu'immatériels est très important.

En règle générale, les fraudeurs sont des hommes âgés de 36 à 55 ans. Les personnes qui s'enrichissent de manière frauduleuse sont employées par l'entreprise depuis au minimum six ans au moment des faits. Typiquement, une telle personne travaille au sein du service financier au sein duquel elle commet seule le délit. La combinaison de la cupidité avec une opportunité qui se présente est une incitation au délit.

Une analyse basée pour la première fois sur des délits économiques réels

Ce profil a pu être ébauché sur la base de l'étude du fraudeur moyen. Pour cela, 360 cas concrets ont été étudiés. Ces enquêtes ont été confiées aux services Forensic de KPMG en Europe, au Moyen Orient et en Afrique. Pour cette étude, nous n'avons pas interrogé des entreprises sélectionnées au hasard, mais pour la première fois, nous avons analysé des enquêtes sur des délits économiques menées au cours des dernières années.

Anne van Heerden, associée et responsable du département Forensic de KPMG Suisse, indique que l'étude a donné un résultat tout à fait remarquable: "Plus de 60 pour-cent des coupables font partie du management supérieur. Ce sont justement les cadres supérieurs qui disposent des informations confidentielles. Grâce à leur position, ils sont en mesure de passer plus facilement outre les contrôles internes et ainsi porter un préjudice important à leurs entreprises." L'étude explique à quel point une entreprise encourt de grands risques en raison de la criminalité économique. Anne van Heerden ajoute: "Les grandes tout comme les petites entreprises peuvent être concernées par ce phénomène et subir de manière considérable des pertes aussi bien matérielles qu'immatérielles."

L'étude montre par ailleurs que les fraudeurs sont généralement des récidivistes. Dans 91 pour-cent des cas étudiés, ils commettent plusieurs délits avant d'être découverts. Presque toujours, les délits sont commis sur une longue période: dans environ 76 pour-cent des cas, les délits sont commis sur une période excédant six mois, dans 33 pour-cent des cas même sur trois ans ou plus.

L'analyse de l'environnement dans lequel les délits sont commis est très révélatrice. Dans la majorité des cas, les coupables profitent de contrôles internes peu rigoureux. Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que les délits soient le plus souvent découverts grâce à des informations anonymes. Les contrôles internes ne permettent que rarement de les étaler au grand jour.

L'image de l'entreprise est en jeu

Le fait que deux tiers des entreprises concernées n'informent pas ou que partiellement au sujet de tels incidents montre à quel point elles réagissent sensiblement aux délits économiques. Les collaborateurs, les autorités et les médias ne sont que rarement informés de crainte que cela ne nuise à l'image de l'entreprise. Par conséquent, peu de délits commis font l'objet d'une enquête pénale. Dans la plupart des cas, on procède à des enquêtes indépendantes sans avoir recours à la police ou une autorité publique.

Les dommages financiers générés par les fraudeurs sont importants. Le plus souvent, les entreprises concernées sont obligées de prendre en charge les pertes. "Les entreprises arrivent rarement à réparer les dommages financiers", déclare Anne van Heerden. "Le fait que les clarifications relatives aux dommages et intérêts nécessitent souvent plusieurs années ne facilite pas la tâche. Dans tous les cas, la prévention (entre autres en introduisant des mesures Ethics & Integrity y compris à l'échelon supérieur du management) reste le moyen le plus efficace et meilleur marché pour combattre ce fléau."

Vous pouvez télécharger les résultats détaillés de l'enquête "Profile of a Fraudster Survey 2007" sur le site www.kpmg.ch.

KPMG International est un leader des services de révision comptable, de conseil fiscal, juridique et financier. A l'échelle mondiale, KPMG emploie près de 113 000 collaborateurs dans 147 pays. Les activités de KPMG Suisse sont intégrées à KPMG Holding SA (le membre suisse de KPMG International). Sous ce toit, KPMG SA emploie en Suisse près de 1 500 personnes réparties dans treize sites. Dans l'exercice 2006, KPMG Suisse a réalisé un chiffre d'affaires de 401.4 millions de francs.

Vous trouverez de plus amples informations sur www.kpmg.ch.

Contact:

Stefan Mathys
Corporate Communications
KPMG SA
Tél.: +41/44/249'27'74
Mobile: +41/79/227'98'31
E-mail: kpmgmedia@kpmg.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001147/100529765> abgerufen werden.